

L'indice 2022 est égal à l'indice santé du mois précédant celui de la date anniversaire en 2022 de l'entrée en vigueur du contrat de location.

§ 2. Si le bien loué n'a pas de certificat de performance énergétique tel que visé à l'article 1.1.3, 43°, du Décret sur l'Énergie du 8 mai 2009, ou s'il a un certificat de performance énergétique portant le label E ou F tel que visé à l'arrêté ministériel, visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le loyer obtenu en application de l'article 1728bis de l'ancien Code civil ou de l'article 34, § 2, du décret flamand sur la location d'habitations du 9 novembre 2018, est multiplié par un facteur de correction à partir du 1^{er} octobre 2023.

Si le contrat de location est venu à échéance entre le 1^{er} janvier 2022 et le 30 septembre 2022, le facteur de correction est égal à l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur en 2022, divisé par l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur en 2023.

Si le contrat de location vient à échéance entre le 1^{er} octobre 2022 et le 31 décembre 2022, le facteur de correction est égal à l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur en 2021, divisé par l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur en 2022.

§ 3. Les dispositions contractuelles qui vont au-delà de l'ajustement visé au présent article peuvent être raccourcies jusqu'à cet ajustement.

Art. 5. L'article 3 produit ses effets à partir du 1^{er} octobre 2022.

L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} octobre 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 octobre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,

M. DIEPENDAELE

—
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents : – Proposition de décret : **1427** – N° 1

– Texte adopté en séance plénière : **1427** – N° 2

Annales – Discussion et adoption : Séance du 1^{er} octobre 2022.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/33686]

14 JUILLET 2022. — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne la fusion volontaire de communes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L1157-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1157-3. §1^{er}. Dans les six mois de la date de fusion, le conseil communal de la nouvelle commune désigne un directeur général parmi :

- 1° les directeurs généraux des communes fusionnées qui se portent candidats après un appel aux candidatures;
- 2° à défaut de candidat en application du 1°, les directeurs généraux des CPAS fusionnés qui se portent candidats après un appel aux candidatures.

Le Gouvernement fixe les conditions et modalités d'accès à la fonction de directeur général de la nouvelle commune.

À dater de sa désignation, le directeur général visé à l'alinéa 1^{er} est soumis à toutes les dispositions administratives et pécuniaires du présent Code. Il conserve son ancienneté pécuniaire.

§2. Si une ou plusieurs des communes fusionnées disposaient d'un directeur général adjoint, le conseil communal de la nouvelle commune désigne un directeur général adjoint par priorité parmi ceux-ci suite à un appel à candidatures.

La même procédure est organisée en cas de directeurs généraux adjoints communs à la commune et au CPAS fusionnés.

À dater de sa désignation, le directeur général adjoint visé à l'alinéa 1^{er} ou le directeur général adjoint commun visé à l'alinéa 2 est soumis à toutes les dispositions administratives et pécuniaires du présent Code. Il conserve son ancienneté pécuniaire. ».

Art. 2. L'article L1157-4 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1157-4. Si, suite à l'appel à candidature visé à l'article L1157-3, aucun candidat ne s'est manifesté pour la fonction de directeur général ou si aucun candidat répond aux conditions fixées, le directeur général est désigné conformément aux articles L1124-2 et suivants. ».

Art. 3. L'article L1157-6 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1157-6. §1^{er}. Dans les six mois de la date de la fusion, le conseil communal de la nouvelle commune désigne un directeur financier parmi :

- 1° les directeurs financiers des communes fusionnées qui se portent candidats après un appel aux candidatures;
- 2° à défaut de candidat en application du 1°, les directeurs financiers des CPAS fusionnés qui se portent candidats après un appel aux candidatures.

Le Gouvernement fixe les conditions et modalités d'accès à la fonction de directeur financier de la nouvelle commune.

A dater de sa désignation, le directeur financier visé à l'alinéa 1^{er} est soumis à toutes les dispositions administratives et pécuniaires du présent Code. Il conserve son ancienneté pécuniaire.

§2. Sans préjudice de l'article L1124-21, si les communes fusionnées disposaient d'au moins un receveur régional, le conseil de la nouvelle commune décide de maintenir ou non la recette régionale.

S'il maintient la recette régionale, la demande d'affectation à cette recette est adressée au Gouverneur de province.

S'il crée l'emploi de directeur financier, le conseil de la nouvelle commune désigne le directeur financier selon les modalités définies au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 4. L'article L1157-7 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1157-7. Si, suite à l'appel à candidature visé à l'article L1157-6, aucun candidat ne s'est manifesté pour la fonction de directeur financier ou si aucun candidat répond aux conditions fixées, le directeur financier est désigné conformément aux articles L1124-21 et suivants. ».

Art. 5. A l'article L1158-6, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « et 2030 » sont insérés après le mot « 2024 ».

Art. 6. L'article L1158-7 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« L1158-7. §1^{er}. Dans les limites des crédits disponibles, il est institué, à charge du budget des dépenses de la Région, un montant maximum de 100 millions d'euros pour l'ensemble des six exercices budgétaires 2025 à 2030 pour ce qui est de l'ensemble des fusions intervenant à l'occasion des élections locales 2024.

La répartition entre les communes bénéficiaires est adaptée au prorata du montant visé à l'alinéa 1^{er} définitivement fixé dans le budget des dépenses de la Région.

En cas de dépassement du montant visé à l'alinéa 1^{er}, les bonus octroyés aux nouvelles communes sont réduits au marc le franc.

§2. Au plus tard le 31 décembre 2026, le Gouvernement établit un rapport d'évaluation de l'exécution du décret pour ce qui est des fusions intervenant à l'occasion du scrutin local de 2024. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 14 juillet 2022.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon, 972 (2021-2022) N° 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 juillet 2022

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/33686]

14 JULI 2022. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de vrijwillige samenvoeging van gemeenten (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Het artikel L1157-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. L1157-3. §1. Binnen zes maanden na de datum van de samenvoeging, wijst de gemeenteraad van de nieuwe gemeente een directeur-generaal aan onder:

- 1° de directeurs-generaal van de samengevoegde gemeenten die zich kandidaat stellen na een oproep tot kandidaten,
- 2° bij gebrek aan een kandidaat overeenkomstig 1°, de directeurs-generaal van de samengevoegde OCMW's die zich kandidaat stellen na een oproep tot kandidaten.

De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten voor de toegang tot de functie van directeur-generaal van de nieuwe gemeente.

De in lid 1 bedoelde directeur-generaal is met ingang van de datum van zijn aanstelling onderworpen aan alle administratieve en geldelijke bepalingen van dit Wetboek. Hij behoudt zijn geldelijke anciënniteit.

§2. Indien een of meerdere van de samengevoegde gemeenten een adjunct-directeur-generaal hadden, stelt de gemeenteraad van de nieuwe gemeente bij voorrang een adjunct-directeur-generaal onder hen aan, na een oproep tot kandidaten.

Dezelfde procedure wordt georganiseerd in het geval van gezamenlijke adjunct-directeurs-generaal voor de samengevoegde gemeente en OCMW.

Vanaf de datum van zijn aanstelling is de in lid 1 bedoelde adjunct-directeur-generaal of de in lid 2 bedoelde gezamenlijke adjunct-directeur-generaal onderworpen aan alle administratieve en geldelijke bepalingen van dit Wetboek. Hij behoudt zijn geldelijke anciënniteit. ».

Art. 2. Het artikel L1157-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 april 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. L1157-4. Indien er na de in artikel L1157-3 bedoelde oproep tot kandidaten geen kandidaat zich heeft gemeld voor de functie van directeur-generaal of indien geen enkele kandidaat aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de directeur-generaal aangesteld overeenkomstig artikelen L1124-2 en volgende. ».

Art. 3. Het artikel L1157-6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 april 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. L1157-6. §1. Binnen zes maanden na de datum van de samenvoeging, wijst de gemeenteraad van de nieuwe gemeente een financieel directeur aan onder:

- 1° de financieel directeurs van de samengevoegde gemeenten die zich kandidaat stellen na een oproep tot kandidaten;
- 2° bij gebrek aan een kandidaat overeenkomstig 1°, de financieel directeurs van de samengevoegde OCMW's die zich kandidaat stellen na een oproep tot kandidaten.

De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten voor de toegang tot de functie van financieel directeur van de nieuwe gemeente.

De in lid 1 bedoelde financieel directeur is vanaf de datum van zijn aanstelling onderworpen aan alle administratieve en geldelijke bepalingen van dit Wetboek. Hij behoudt zijn geldelijke anciënniteit.

§2. Onverminderd artikel L1124-21, indien de samengevoegde gemeenten ten minste één gewestelijke ontvanger hadden, beslist de gemeenteraad van de nieuwe gemeente over het al dan niet handhaven van de gewestelijke ontvangst.

Indien hij de gewestelijke ontvangst handhaaft, wordt het verzoek om toewijzing van deze ontvangst aan de provinciegouverneur gericht.

Indien de gemeenteraad van de nieuwe gemeente het ambt van financieel directeur creëert, stelt hij de financieel directeur overeenkomstig de in paragraaf 1 bedoelde modaliteiten aan.”.

Art. 4. Het artikel L1157-7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 april 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. L1157-7. Indien er na de in artikel L1157-6 bedoelde oproep tot kandidaten geen kandidaat zich heeft gemeld voor de functie van financieel directeur of indien geen enkele kandidaat aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de financieel directeur aangesteld overeenkomstig artikelen L1124-21 en volgende. ».

Art. 5. In artikel L1158-6, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden “en 2030” ingevoegd na het woord “2024”.

Art. 6. Het artikel L1158-7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 april 2019, wordt vervangen als volgt:

“L1158-7. §1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt er ten laste van de uitgavenbegroting van het Gewest een maximumbedrag van 100 miljoen euro vastgelegd voor alle zes begrotingsjaren 2025 tot 2030 voor alle samenvoegingen die bij de plaatselijke verkiezingen van 2024 plaatsvinden.

De verdeling tussen de gerechtigde gemeenten wordt aangepast aan de verhouding van het bedrag bedoeld in lid 1 zoals definitief vastgesteld in de uitgavenbegroting van het Gewest.

Bij overschrijding van het bedrag bedoeld in lid 1 worden de bonussen die worden toegekend aan de nieuwe gemeenten verhoudingsgewijs verminderd.

§2. Uiterlijk op 31 december 2026 zal de Regering een evaluatieverslag opstellen over de toepassing van het decreet met betrekking tot de samenvoegingen die bij de plaatselijke verkiezingen van 2024 plaatsvinden. ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 juli 2022.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waalse Parlement 972 (2021-2022) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 13 juli 2022.

Bespreking.

Stemming.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/33637]

27 SEPTEMBER 2022. — Ministerieel besluit houdende aanpassing van de vermenigvuldigingscoëfficiënten van het aantal toegekende groenestroomcertificaten voor de fotovoltaïsche installaties en voor de fotovoltaïsche installaties geïntegreerd met bouwelementen

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 28, §1, eerst lid ;

Gelet het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 betreffende de promotie van groene elektriciteit, artikel 21, §2, zesde lid en §2bis, vijfde lid ;

Gelet op het voorstel nr. 20220824-30 op 23 augustus 2022 meege-deeld door BRUGEL opgesteld op basis van artikel 21, §2, zesde lid van het besluit van 17 december 2015 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de promotie van groene elektriciteit;

Gezien de gelijke kansentest, zoals bepaald in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2018 tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest, uitgevoerd op 5 september 2022,

Besluit :

Artikel 1. De waarden van de vermenigvuldigingscoëfficiënt zijn als volgt, voor alle fotovoltaïsche installaties die na de inwerkingtreding van dit besluit in dienst gesteld worden:

1° 1,045 als het totale elektrische vermogen van de installatie(s) kleiner is dan of gelijk is aan 5 kWp;

2° 0,990 als het totale elektrische vermogen van de installatie(s) groter dan 5 kWp en kleiner of gelijk dan 36 kWp is;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/33637]

27 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté ministériel portant sur l'adaptation des coefficients multiplicateurs du nombre de certificats verts octroyés pour les installations photovoltaïques et pour les installations photovoltaïques intégrées au bâtiment

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, l'article 28, §1, 1^{er} alinéa ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 relatif à la promotion de l'électricité verte, l'article 21, § 2 alinéa 6 et § 2 bis alinéa 5;

Vu la proposition n°20220823-30 communiquée par BRUGEL en date du 23 août 2022, établie sur base de l'article 21, §2, alinéa 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 relatif à la promotion de l'électricité verte;

Vu le test égalité des chances, comme défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances, réalisé le 5 septembre 2022,

Arrête :

Article 1^{er}. Les valeurs du coefficient multiplicateur sont les suivantes pour les installations photovoltaïques mises en service après l'entrée en vigueur du présent arrêté :

1° 1,045 si la puissance électrique totale de ou des installations est inférieure ou égale à 5 kWc ;

2° 0,990 si la puissance électrique totale de ou des installations est strictement supérieure à 5 kWc et inférieure ou égale à 36 kWc ;